

ÉGALITÉ FEMMES - HOMMES

Marlène Schiappa :
"Un tournant historique"

Marlène Schiappa au Centre d'information sur les droits des femmes et des familles, hier à Marseille.

/PHOTO THIERRY GARRO

La visite devait se faire en compagnie de Nicole Belloubet. Mais les agressions à répétition dans les prisons ont eu raison de l'agenda de la ministre de la Justice, contrainte de se rendre en Corse hier. Marlène Schiappa n'en a pas pris ombrage, se démultipliant auprès des Marseillaises. La secrétaire d'État à l'égalité des droits femmes - hommes s'est d'abord discrètement rendue à la Coque (2^e). Un incubateur d'entreprises où elle a déjeuné avec des associations féminines. Femmes battues ou en insertion, personnes âgées ou liées à l'enfance... Une bonne heure d'explications, pitches argumentés et propositions, beaucoup de notes prises par Marlène Schiappa. *"La question de l'égalité entre femmes et hommes n'est pas du tout la même que l'on soit au Mans, à Strasbourg ou à Marseille, souligne la presque benjamine du gouvernement (35 ans). Ici, la mobilisation est particulièrement forte. C'est impressionnant le travail que font les associations. On voit bien la prise de conscience. Des entreprises m'ont contactée pour travailler avec nous sur les violences sexistes. On est à un tournant historique. Ça donne envie d'agir."*

La fondatrice du blog, puis

du réseau "Maman travaille" a poursuivi ses pérégrinations vers les locaux de l'Association d'aide aux victimes d'actes délinquants (Avad), à la Corderie (7^e). Avant de filer presto rue Forbin (2^e), au Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (Cidff).

"Moins violent que le Nord"

Cette fois, il s'agit d'aller au-delà des constats particuliers pour offrir une vision plus globale. En 2016 dans la région, 27 000 femmes, en recherche de droits ou victimes de violences, ont été reçues, individuellement ou collectivement dans les antennes du Cidff. *"On a présenté nos spécificités locales, sachant que nous sommes l'un des deux bureaux de France traitant du droit international, explique Paula Cusi Echaniz, coordinatrice régionale. Beaucoup de primo-arrivantes ne connaissent pas leurs droits, sont parfois laissées seules ici avec leurs enfants par leur mari. Parfois victimes de violences. Il s'agit de les insérer dans la société."* Un tableau à multiples entrées, moins noir qu'il n'y paraît. *"Cette région est moins violente que l'Île-de-France ou le Nord concernant les rapports femmes - hommes", note Marlène Schiappa. C'est déjà ça.*

François TONNEAU